

The press review

1-15 March 2015

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distancie formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

Le Quotidien

INDÉPENDANT LUXEMBOURGEOIS

Politique et société Corruption : des lanceurs d'alerte mal protégés

Corruption : des lanceurs d'alerte mal protégés

Transparency International Luxembourg juge que les lanceurs d'alerte ne sont pas suffisamment protégés au Grand-Duché. L'association faisait, hier, le bilan d'un projet contre la corruption.



La loi sur la protection des lanceurs d'alerte mérite une “mise à jour”, plaide Yann Baden (au c.). (Photos : archives Editpress/François Aussems)

Un médecin qui réclame des honoraires illégaux. Un politicien qui ferme les yeux sur des méfaits pour aider une connaissance. Des dessous de table et autre pots-de-vin... La corruption peut prendre de multiples formes.

Depuis 2012, l'ONG Transparency International Luxembourg participe au projet “Speak Up”, financé par la Commission européenne et qui vise à encourager les citoyens à signaler tout fait de corruption. Son principal outil d'action, la hotline anticorruption (26 38 99 29), a vu ses moyens renforcés grâce à ce projet.

L'avocat et président de l'association, Yann Baden, rappelle les conditions du soutien aux lanceurs d'alerte : “Dès le premier contact avec le lanceur d'alerte, nous rassurons la personne sur le degré de confidentialité qui entoure ses propos”, chaque employé de TI Luxembourg ayant signé un accord de confidentialité spécifique, et aucune mesure ne sera prise sans le consentement préalable du lanceur d'alerte.

Ainsi, l'association a eu “connaissance d'une bonne cinquantaine de cas divers et variés” constate-t-il. Les instances majoritairement visées sont les instances locales et communales. Le domaine le plus souvent visé “semble être celui du développement immobilier et, dans une moindre mesure, celui des marchés publics”, poursuit Yann Baden.

> Un phénomène qui n'est pas anodin

Et de donner l'exemple d'un cas soumis à la hotline en 2012, et qui concernait une commune dont un membre du conseil communal était soupçonné de conflit d'intérêts dans le cadre d'un projet immobilier. Ce conseiller faisait apparemment partie du personnel du groupe appartenant au promoteur immobilier et avait pris part au vote concernant le projet immobilier de son employeur.

Afin d'éviter un conflit d'intérêts officiel, qui l'aurait privé de son droit de vote, le conseiller a vendu sa parcelle de terrain avant le vote au conseil communal, mais au prix que la parcelle allait avoir après un vote favorable du conseil communal... Des faits qui s'apparentent à une infraction de corruption; le lanceur d'alerte a donc été assisté par TI Luxembourg dans sa recherche d'un avocat, et l'association suit actuellement l'affaire.

Le secteur financier “présente également des défis particuliers, notamment dans un contexte international de grande corruption”. Et il est clair que “le phénomène de la corruption n'est pas inexistant ou anodin au Luxembourg”, glisse-t-il.

Reste que, malheureusement, les lanceurs d'alerte contactent l'association souvent trop tard, déplore Yann Baden. C'est-à-dire lorsqu'ils sont en désespoir de cause car ils ont épuisé tous les recours judiciaires – alors que l'association aurait pu davantage les aider avant cela.

De même, l'association admet qu'elle n'a souvent pas pu entreprendre grand-chose, les affaires étant soit prescrites, soit insuffisamment étayées par des preuves.

En conclusion, Yann Baden plaide pour que la fin du projet Speak Up ne signifie pas pour autant celle de la hotline. L'ONG en appelle donc au public, à l'État et aux entreprises pour soutenir cet outil de lutte contre la corruption.

De notre journaliste Romain Van Dyck

> Le Luxembourg à la traîne

En matière de protection du lanceur d'alerte, la législation d'autres pays européen est beaucoup plus aboutie que la loi luxembourgeoise du 13 février 2011, constate TI Luxembourg, qui demande donc une "mise à jour".

On pense évidemment à [Antoine Deltour, l'ex-auditeur de PwC Luxembourg](#), qui risque jusqu'à 10 ans de prison pour son rôle dans le scandale LuxLeaks.

TI Luxembourg propose donc plusieurs pistes, comme la protection de l'identité du lanceur d'alerte, y compris par l'employeur; le protéger lorsqu'il contacte une association agréée comme TI Luxembourg ; le protéger contre les infractions de diffamation et de calomnie ; ou encore nommer au sein du parquet et de la police judiciaire une cellule consacrée à la lutte contre la corruption. "Il faut améliorer le système luxembourgeois" afin de «lever toute ambiguïté, tant auprès du lanceur d'alerte que de l'opinion publique», plaide Yann Baden

Luxemburger Wort

Transparency International in Luxemburg

"Kampf gegen Korruption ist eine Bürgerpflicht"



In Luxemburg habe man es mit einer besonders "subtilen" Art von Korruption zu tun, so die Verteter von Transparency International in Luxemburg. *Foto: Shutterstock*

Veröffentlicht am Mittwoch, 11. März 2015 um 18:00

(CBu) - Im Kampf gegen die Korruption kommt "Transparency International" eine wichtige Rolle zu. Auch in Luxemburg ist die Nichtregierungsorganisation mit einem unabhängigen Ableger präsent. Das Phänomen der Korruption sei generell und insbesondere in Luxemburg "bedeutender und präsenter" als oft dargestellt, sagt der Präsident von [Transparency Luxemburg](#), Yann Baden. Sie sei so wesentlich, dass sie die geschäftliche Tätigkeit im Land und die ganze Gesellschaft beeinflusse.

In Luxemburg habe man es jedoch mit einer "speziellen, subtilen Art von Korruption" zu tun, so Baden. Nach dem Motto "Eine Hand wäscht die andere" seien Methoden von Vetternwirtschaft und Begünstigung durchaus gang und gäbe. Dabei würde es im Großherzogtum wohl wenige Personen geben, die selbst als "große Korrupteure" auffallen. Allerdings seien in der Vergangenheit viele Fälle bekannt geworden, bei denen Luxemburg die Rolle der "Helfer und Förderer von korrupten Strukturen" einnimmt, erklärt Baden.

Programm mit EU-Finanzierung läuft aus

Um den Kampf gegen die Korruption in ganz Europa zu verstärken, hatte die EU-Kommission in 2012 ein Programm ("Speak Up") ins Leben gerufen, um Bürger dazu zu motivieren, Korruptionsfälle zu melden und sich generell für eine transparentere Gesellschaft einzusetzen.

Auch Luxemburg beteiligte sich an "Speak Up". Die Bilanz des von der EU finanzierten, aber Ende März dieses Jahres auslaufenden Programms stellte Transparency Luxemburg am Mittwoch auf einer Pressekonferenz vor.

Bei der Kampagne gehe es darum, die Bürger dazu zu bewegen, sich dem globalen Kampf gegen Korruption anzuschließen, sagt Baden. Das Programm besteht aus einer Mischung aus PR-Kampagnen, Appellen in den Medien und einer Antikorruptions-Hotline. Bei der Hotline kann sich jeder Bürger melden, dem Anzeichen oder klare Fälle von Korruption auffallen. Die Nummer der Hotline lautet 26 38 29 29. Ein erster Kontakt mit der Antikorruptionsorganisation kann aber auch per E-Mail hergestellt werden: info@transparency.lu.

Gemischte Bilanz bei bearbeiteten Dossiers

Die Bilanz der Kampagne ist laut Baden gemischt. In rund 100 Fällen sei man kontaktiert worden; rund die Hälfte davon sei aber als "nicht relevant" eingestuft worden. Manche Bürger melden sich bei der Organisation nämlich schon, wenn sie etwa "nicht mit ihrem Partner zufrieden sind und ihm etwas anhängen wollen". Die Kriterien für Korruptionsverhalten seien klar definiert, sagt Baden. In den anderen Fällen gebe es aber auch weitere Gründe, warum man als Transparency Luxemburg nicht immer helfen kann.

So würden sich laut Baden viele Menschen erst viel zu spät melden. Teilweise sei ein Fall schon juristisch abschließend geklärt, teilweise schon verjährt. Zudem würde man oft mit eher abstrakten Hinweisen ohne konkrete Beweise oder unvollständigen Dokumenten konfrontiert.

Ein Problem sei auch die finanzielle und personelle Aufstellung der Organisation, räumt Baden ein. Transparency Luxemburg verfügt derzeit über knapp 40 ständige Mitarbeiter und ein Jahresbudget von rund 150.000 Euro. Man könne zwar sicherstellen, dass man alle Fälle angemessen bearbeitet. "Es stimmt aber, dass wir personell und finanziell besser aufgestellt sein könnten", so der Präsident.

Besonders viele Fälle auf kommunaler Ebene

Dabei kann Badens Organisation generell vor allem auf drei Ebenen ihre Hilfe anbieten. Erstens könne man juristisch beraten und den jeweiligen Fall überhaupt erst einschätzen. Zweitens bemühe man sich, jegliche Informationen anonym und vertraulich zu behandeln. Drittens schließlich könne man auch weitere Experten hinzuziehen und im Fall des Falles auch selbst eine Klage einreichen.

Die allermeisten Fälle, mit denen man betraut wird, würden sich übrigens auf die kommunale Ebene und dabei wiederum oft auf öffentliche Ausschreibungen beziehen, erläutert Yann Baden. Zudem gebe es einige Fälle, die mit der Abwicklung von Immobiliengeschäften zu tun haben. Schließlich wäre aber auch der ganze Finanzsektor ein Bereich, bei denen es von Insidern gemeldete Korruptionsanzeichen gebe. Hierbei handele es sich aber laut Baden meistens um sehr komplexe Fälle. Zudem wären Hinweise aus der für Luxemburg so wichtigen Branche seltener als man denke, denn viele Betroffene hätten Angst vor Repressalien oder würden sich dem Berufsgeheimnis verpflichtet fühlen.

Ratschläge und Forderungen an die Politik

Transparency Luxemburg formuliert schließlich auch noch einige "Ratschläge" an die Politik. Dazu gehören die Forderungen nach einem reformierten, "kohärenten Whistleblowing-Gesetz", nach einem echten Gesetz, das endlich den Zugang zu staatlichen Informationen regelt, sowie

nach einer juristischen Abschwächung des Berufsgeheimnisses, das laut Baden als "größte Bremse" bei der Motivation der Gesellschaft im Kampf gegen Korruption fungiert.

Die Regierung habe zwar auch schon wichtige Signale gesetzt, etwa mit den Verhaltensregeln für Abgeordnete und Minister. Die wohl wichtigste Ebene und oft vernachlässigte Korruptionsquelle würde hier aber noch fehlen - "es muss auch ein Deontologiekodex für Kommunalpolitiker her", fordert Baden.

Laut Baden gibt es allgemein viele Bürger, die vage von Korruption erzählen, aber nur wenige, die sich trauen dies konkret anzusprechen oder gar etwas dagegen zu unternehmen. Diese Leute bräuchten "Schutz und Ermunterung" von der Politik, nicht das Gegenteil. Alle müssten sich am Kampf gegen die Korruption als weit verbreitete, aber wohl am schwersten aufzudeckende Straftat beteiligen. "Der Kampf gegen die Korruption ist eine Bürgerpflicht", so Baden. Letztlich gehe es dabei nicht nur um das Image des Landes, sondern auch um einen "Beitrag zu einer besseren und gerechteren Gesellschaft".

Korruption betrifft auch Luxemburg

Transparency International hat am Mittwoch ihren Korruptionsbericht für Luxemburg vorgestellt. Bei der Hotline der Organisation sind in den letzten zwei Jahren etwa 100 Anrufe eingegangen.



"Speak up" ist ein EU-weites Programm zur Korruptionsbekämpfung. (Bild: F. Aussems)

Transparency International ist einer der Hauptakteure im Kampf gegen die weltweite Korruption. Die Organisation veröffentlicht regelmäßig Berichte über die Lage in den verschiedenen Ländern. Transparency erfasst auch Luxemburg. Am Mittwoch wurde der Bericht für das Großherzogtum vorgestellt.

In den letzten zwei Jahren seien im Rahmen der 2012 ins Leben gerufenen EU-weiten Aktion "Speak up" etwa 100 Meldungen über Korruption bei Transparency Luxemburg eingegangen, hieß es am Mittwoch. Aber nur etwa die Hälfte davon hatte wirklich etwas mit Korruption zu tun, wurde betont. Große Korruptionsfälle seien in Luxemburg rar, wurde am Mittwoch erklärt.

Am meisten von den Vorwürfen waren Gemeinden betroffen. Aber auch der Staat, Immobilienunternehmen und Finanzinstitute wurden an den Pranger gestellt.

Eingeschränkter Handlungsraum

Häufig konnte Transparency aber nicht mehr viel gegen die vermeintliche Korruption tun, entweder weil die Tat verjährt war oder weil Beweise fehlten.

Die ONG fordert im Kampf gegen die Korruption unter anderem einen besseren Schutz der sogenannten "whistleblower", also der Leute die illegale Praktiken aufdecken und an die Öffentlichkeit bringen. Außerdem soll das gesamte Personal von Staat und Gemeinden ebenso wie die Kommunalpolitiker einen Deontologiekodex erhalten.

Transparency hat 2009 einen Ableger in Luxemburg gegründet und beschäftigt derzeit etwa 40 Mitarbeiter. Das Jahresbudget der NGO beträgt ungefähr 150.000 Euro.

(Tageblatt.lu)

SELON TRANSPARENCY INTERNATIONAL

11 mars 2015 17:39; Act: 11.03.2015 21:30

25 cas de corruption par an au Luxembourg

LUXEMBOURG – Selon l'association Transparency International Luxembourg, le phénomène de corruption est loin d'être anodin au Grand-Duché.



Yann Baden, président de Transparency International Luxembourg, estime que la corruption est loin d'être anodine au Grand-Duché. (photo: Editpress)

Pour l'association Transparency International Luxembourg (Til), qui combat depuis juin 2009 le phénomène au Grand-Duché, la corruption est loin d'être inexistante au Luxembourg. Le chapitre luxembourgeois de l'ONG Transparency International a présenté mercredi après-midi le bilan de l'opération «Speak Up». Ce programme, financé par la Commission européenne, avait pour objectif d'encourager les citoyens à signaler tout fait de corruption afin de parvenir à une plus grande transparence. Des associations de plusieurs pays européens ont participé à ce projet (République tchèque, Grèce, Hongrie, Irlande...). Résultat, TiL a dénombré «une bonne cinquantaine» de cas de corruption en 2013 et 2014 au Luxembourg.

La plupart des cas ont concerné le secteur immobilier et dans une moindre mesure celui des marchés publics, avec les administrations locales principalement visées. «Généralement, les personnes qui nous contactent sur notre hotline anti-corruption ont de forts soupçons mais méconnaissent le fonctionnement du système judiciaire, indique Maître Yann Baden, président de TI Luxembourg. Notre rôle consiste alors à travailler avec le lanceur d'alerte sur tous les aspects de l'affaire, en toute confidentialité». Lorsqu'il a une vision plus claire des tenants et aboutissants de son cas, le lanceur d'alerte peut alors déposer plainte s'il le souhaite.

Alors que le projet européen «Speak Up» touche à sa fin, l'association compte bien prolonger l'existence de sa hotline, qui a permis d'«augmenter de façon significative le nombre d'alertes», ainsi que la présence de son conseiller juridique pour analyser et préparer les dossiers. C'est pourquoi elle aimerait bien que de nouveaux membres viennent la rejoindre. Elle en compte actuellement une quarantaine pour un budget annuel d'environ 150 000 euros, financé en majorité par l'Union européenne.

(Pascal Piatkowski/*L'essentiel*

CORRUPTION

TI fait le bilan des lanceurs d'alerte

11.03.2015 22:38

Par Véronique Poujol



Transparency International Luxembourg doit encore trouver sa place.

(Photo: TI)

Le chapitre luxembourgeois de l'organisation dédiée à la lutte anti-corruption Transparency International tire le bilan de plus de deux ans du projet très médiatisé «Speak Up» destiné à encourager les dénonciations de cas de corruption. Une cinquantaine de cas ont été recensés.

À quoi sert Transparency International Luxembourg dans un pays où la violation du secret bancaire peut coûter très cher à ceux qui en dénoncent les abus et où les lanceurs d'alerte risquent cinq ans de prison?

L'organisation a fait mercredi lors d'une conférence de presse un bilan de son activité depuis deux ans que fut mis en place, avec l'argent de la Commission européenne, un programme d'actions destiné à inciter les témoins de corruption à les signaler via la «hotline» de TI Luxembourg. Le programme prend fin en ce mois de mars et ses animateurs cherchent

désormais de nouveaux fonds pour continuer l'aventure et devenir un acteur incontournable, mieux que la justice à laquelle pourtant les lanceurs d'alerte s'adressent encore en priorité. Selon le dossier de presse, «une part sensible des cas qui nous sont soumis concerne des affaires pour lesquelles le lanceur d'alerte nous consulte en désespoir de cause, parce qu'il a auparavant tout essayé».

La hotline «anti-corruption» lancée en 2011 a permis de signaler une cinquantaine de pratiques de corruption au sens large. Depuis quatre ans, les dénonciations restent stables, bien que la visibilité de TI Luxembourg, mis à part sa campagne de publicité, reste confidentielle et ses représentants aussi peu médiatiques que médiatisés.

Agissements pas adaptés

TI Luxembourg doit encore se faire une place au Luxembourg. L'ONG reconnaît que la gestion d'une hotline n'est pas simple et admet aussi «ne pas toujours avoir réagi de manière adaptée».

Le maintien de cette hotline ne semble pas assuré, faute de l'arrêt du financement communautaire et de sponsors suffisamment nombreux. «TI Luxembourg souhaite en appeler au public, à la politique et aux entreprises afin de soutenir plus fortement sa cause, pour que les services de la hotline et notamment l'assistance de notre conseiller juridique (...) puissent être assurés pour l'avenir», souligne le dossier de presse.

Interrogé par Paperjam.lu sur la position de Transparency International Luxembourg au sujet du lanceur d'alerte Antoine Deltour à l'origine de l'affaire LuxLeaks, son président Yann Baden a botté en touche: «Nous devons laisser la justice faire son travail», a-t-il dit tout en indiquant connaître des cas où la justice a acquitté des lanceurs d'alerte.

En France, Antoine Deltour est défendu par le très médiatique avocat William Bourdon, l'avocat de TI France.

Iwwer 50 Hiweiser vu Korruptioun an de leschten zwee Joer

Iwwer d'Hotline vun Transparency sinn an de leschten zwee Joer eng 100 Appeller erakomm, woubäi 50 Prozent dovunner mat Korruptioun ze dinn haten.



Fotoe kucken »

© Diane Klein / RTL

Géint Korruptioun a fir Transparenz, dat ass d'Zil deem sech d'Transparency International verschriwwen huet.

Transparency Lëtzebuerg huet um Mëttwoch hire Bilan gezunn. An de leschten zwee Joer sinn op der Hotline vun der asbl eng 100 Appeller erakomm. Nämnen d'Halschent dovun haten effektiv eppes mat Fäll vu Korruptioun ze dinn. Esou Affaire ware méi heefeg a Gemengen- ewéi a Staatsverwaltungen, mä betraff waren och den Immobilien- an de Finanzsecteur, grad ewéi och d'Marchés publics, erklärt de Yann Baden, President vun Transparency Lëtzebuerg.

Dacks konnt d'Organisatioun net méi vill énnerhuelen, well entweder d'Affaire verjäert waren oder well net déi néideg Beweiser konnte fonnt ginn.

Fir d'Leit, déi sech bei hinne mellen ze schützen, gëtt hinne vun Transparency hir Anonymitéit garantéiert.

Un d'Regierung ass et den Appel fir d'Gesetz iwwer de Schutz vu Whistleblower, Leit also déi illegal Faiten denoncéieren, ze reforméieren a méi breet auszeleeën.

Donieft ass et d'Fuerderung, datt och d'Fonction Publique, nieft den Employéeë vum Staat an och op Gemengenniveau misste Code de Deontologie kréien, esou wéi dat fir d'Membere vu Regierung, Chamber a Staatsrot de Fall ass.

Transparency International kënnt dir iwwer Telefon um 26 38 99 29 oder iwwer E-Mail op info@transparency.lu kontaktéieren.